



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Septembre 2002

Volume 1, Number 7

LIGNE DE FOND	1
Les résultats du sommet suscitent des réactions mitigées	1
Le sommet de Johannesburg : un texte creux et des accords fragmentaires sur l'eau, l'énergie, l'agriculture, la santé, la biodiversité...	5
NOUVELLES DE L'OMC	6
ORD : Une série de propositions pour renforcer l'efficacité et la transparence du mécanisme de règlement des différends	6
Agriculture : les divergences sur les préoccupations autres que d'ordre commercial jettent une ombre sur les premiers progrès dans les pourparlers sur l'accès aux marchés	8
OMC : Le nouveau Directeur Général entre en fonction	10
SUR LE FIL	11
Conseil des ADPIC : divergences de points de vue sur l'existence d'un conflit entre l'Accord ADPIC et la Convention sur la Diversité Biologique (CDB)	11
L'Internet comme outil de négociation : la délégation sénégalaise à Johannesburg appuyée par une « Task Force » basée à Dakar	13
EVENEMENTS	15
PUBLICATIONS	16

LIGNE DE FOND

Les résultats du sommet suscitent des réactions mitigées

Le Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) s'est achevé le 4 septembre, les gouvernements se félicitant les uns les autres de la réussite du Sommet tout en appelant à l'application du Plan de mise en œuvre. De nombreuses associations de la société civile ont été beaucoup moins enthousiastes à propos des résultats du Sommet et ont qualifié la réunion d'occasion ratée de proposer des calendriers, des cibles, et des financements concrets en vue de mettre en œuvre l'Agenda 21. D'autres ont toutefois été moins optimistes, notant que les documents de Johannesburg reconnaissaient de manière plus explicite les liens entre l'allègement de la pauvreté et la protection de l'environnement que les textes de Rio. Les réactions ont également été mitigées en ce qui concerne les aspects liés au commerce dans le Plan de mise en œuvre et son impact probable sur les négociations à l'OMC. Plusieurs ont mis en exergue un certain nombre de dispositions qui pourraient influencer directement sur la série de négociations commerciales en cours, alors que d'autres mettaient en évidence les résultats du Sommet comme un signal fort envoyé aux négociateurs à l'OMC, en vue de l'intégration des considérations du développement durable dans les négociations.

Résultats du SMDD – une analyse préliminaire

Dans l'ensemble, beaucoup ont noté que les résultats du Sommet avaient été peu fructueux quant aux éléments spécifiques, mais que l'impact

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

du SMDD devait être perçu dans un contexte plus large. En particulier, les résultats ont reflété une perception croissante, chez les politiciens, des liens entre la protection de l'environnement et l'allègement de la pauvreté, comme un observateur l'a noté. Le Sommet a donc commencé à inverser la tendance amorcée à Rio, visant à mettre en œuvre des agendas distincts pour l'environnement et le développement. Ceci a été reflété, entre autres, dans l'orientation vers l'équité dans le chapitre sur la mondialisation, ainsi que dans la déclaration politique, qui renvoie à la « ligne de fracture profonde qui divise la société humaine entre riches et pauvres et à l'écart croissant entre le monde développé et le monde en développement ». Ce changement d'orientation a été largement promu par les pays en développement, la société civile et les agences d'aide au développement du Nord, a ajouté la source.

Concernant l'impact du SMDD sur les négociations à l'OMC, une source des milieux du commerce a noté qu'il était peu probable que le Plan ait une influence sensible sur la série de négociations de Doha car le texte reprenait largement les engagements pertinents au SMDD, souscrits lors de la Conférence ministérielle de Doha. La source a néanmoins ajouté qu'en raison de cette répétition au plus haut niveau politique, et de la reconnaissance du commerce comme 'moyen' de mettre en œuvre l'objectif de développement durable, l'agenda du commerce était à présent devenu plus politique, au lieu de rester séparé de l'agenda global. De même, un délégué a conclu que le Sommet avait envoyé un message fort aux négociateurs de l'OMC pour qu'ils redoublent leurs efforts en vue d'intégrer les objectifs de développement durable dans le cycle actuel de négociations commerciales, qui devait à présent être renforcé par des pressions de l'intérieur de l'OMC pour traduire ces objectifs de manière détaillée.

Du point de vue environnemental, un responsable de l'environnement a jugé le Plan de mise en œuvre final « satisfaisant », tout en reconnaissant que près de 60% du Plan consistait en « réitérations

et délibérations » des engagements antérieurs. La plus grande déception, a ajouté le responsable, a été le manque de critères, de cibles et de calendriers suffisants, ainsi que l'absence d'avancée significative sur des questions telles que le commerce, la finance et la dette. Dans le même temps, le responsable a loué le fait qu'il ait été reconnu, dans le Plan, qu'il fallait faire beaucoup plus pour que le commerce et l'environnement se renforcent mutuellement.

En comparant les résultats de Rio et de Johannesburg, plusieurs observateurs ont souligné qu'il était peu réaliste d'attendre que Johannesburg tienne les mêmes promesses que Rio, en raison d'un certain nombre de facteurs. En premier lieu, les documents de Rio ont pu plus aisément être convenus car ils ne contenaient pas d'actions concrètes, mais se concentraient davantage sur de larges déclarations. En second lieu, l'OMC n'existait pas en 1992, et encore moins la série actuelle de négociations, ou d'autres accords pertinents tels que le Consensus de Monterrey ou divers AEM (accords environnementaux multilatéraux). En outre, alors que Rio abordait de nombreux nouveaux thèmes, la majeure partie des questions environnementales 'centrales' sont actuellement en train d'être traitées. De plus, la situation et l'atmosphère politiques ont sensiblement depuis 1992, lors de la tenue du Sommet de la terre, à la suite de la chute du mur de Berlin et du mouvement mondial vers une plus grande intégration. Ceci contraste actuellement avec les retombées des événements du 11 septembre et la tendance croissante à l'unilatéralisme et à l'isolement.

Qu'est-ce que cela signifie pour le commerce et l'OMC ?

Moyens d'exécution

Plusieurs observateurs ont reproché à la section sur la Mise en œuvre de trop se concentrer sur le commerce et la finance, envoyant ainsi le message selon lequel les pays industrialisés auraient simplement besoin d'accroître l'aide extérieure au développement et d'ouvrir les marchés pour assurer le développement durable. Des modalités

de mise en œuvre concrètes auraient plutôt dû être incluses tout au long de l'ensemble du texte et liées directement aux engagements figurant dans le projet de Plan. D'autres ont toutefois noté qu'une telle structure serait certes souhaitable, mais qu'elle n'était pas applicable étant donné le grand nombre de pays impliqués dans les négociations, qui poursuivaient tous des buts et des objectifs différents. Le rôle du Sommet était plutôt de fournir, sur la mise en œuvre, une orientation générale qui serait alors appliquée au niveau national. En outre, l'existence de sections distinctes sur le commerce et la finance résultait de l'existence des textes de Doha et du Consensus de Monterrey, ce qui a mené les pays à combiner les dispositions relatives au commerce et à la finance dans des sections distinctes pour faciliter la cohésion avec les accords existants.

Bilan de Doha et systèmes commerciaux multilatéraux et régionaux

Le paragraphe 91 (a) appelle deux organes intergouvernementaux de l'OMC, les comités du « commerce et de l'environnement » et du « commerce et du développement » à promouvoir l'objectif « d'assurer des résultats [des négociations de Doha] qui profitent au développement durable », un mandat donné de manière moins catégorique par les Membres de l'OMC dans la Déclaration de Doha. Dans une formulation similaire, « ajoutée », plusieurs paragraphes du Plan de mise en œuvre renforcent avec insistance la nécessité de voir les pourparlers de l'OMC se concentrer sur les préoccupations des pays en développement, prendre en compte les insuffisances des Accords de l'OMC actuels identifiés par les pays en développement comme des « questions de mise en œuvre » à Doha, et accorder un traitement préférentiel aux pays les moins avancés et aux petites économies vulnérables. Le Plan met également l'accent sur la nécessité de revitaliser les dispositions relatives au « traitement spécial et différencié » dans les accords commerciaux. En outre, à Johannesburg, les pays ont convenu de condamner sans équivoque le recours à des mesures unilatérales, sans les réserves insérées à Rio, il y a 10 ans.

Les efforts de réforme visant à garantir des structures institutionnelles et des processus de prise de décision « ouverts et transparents » à l'OMC sont encouragés. En outre, dans plusieurs parties des documents de Johannesburg, l'OMC est incitée à coopérer avec les agences des Nations-Unies dans la mise en œuvre de l'Agenda 21, et dans la promotion du développement durable. Le texte encourage les institutions financières internationales à appuyer les pays engagés dans des processus commerciaux et de coopération au niveau régional, pour renforcer leurs accords afin de réaliser le développement durable.

Subventions

La majeure partie des références à l'élimination et/ou à la suppression des subventions ont été déplacées dans les dispositions relatives au commerce de la section « Moyens d'exécution ». Toujours inclus dans les autres sections du texte, figurent des appels à l'élimination progressive des « subventions préjudiciables » liées à l'énergie « pour refléter leurs impacts environnementaux » et les subventions des pêcheries (voir ci-dessous). Concernant la question litigieuse des subventions agricoles, le Plan se contente de réitérer // la formulation figurant dans la Déclaration ministérielle de Doha. Les références aux subventions qui contribuent à la production et à la consommation non durables ont été supprimées après avoir été déplacées à la section sur la mise en œuvre. Le Plan comprend, à la place, une disposition générale visant à « appuyer l'achèvement du programme de travail de la Déclaration ministérielle de Doha sur les subventions afin de promouvoir le développement durable, de protéger l'environnement, et d'encourager la réforme des subventions qui ont des effets négatifs considérables sur l'environnement et qui sont incompatibles avec le développement durable » (para. 91 b). La Déclaration de Doha donne pour instruction aux Membres de négocier des réductions des subventions agricoles et de « clarifier et améliorer » d'autres disciplines de l'OMC concernant les subventions des pêcheries, mais ces mandats ne contiennent aucune référence à la promotion du développement durable ou au

renforcement de la protection de l'environnement. Alors que la formulation de Johannesburg pourrait être utilisée pour orienter les discussions de l'OMC sur les subventions dans une direction qui profite aux objectifs de développement durable, les différentes interprétations que les Membres font de ce concept peuvent plutôt mener les pays situés aux deux pôles opposés du débat à y faire référence pour renforcer leurs propres positions sur les subventions dans les négociations à l'OMC.

Le Plan de mise en œuvre appelle les pays à « éliminer les subventions qui contribuent à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée ainsi qu'à la surcapacité », tout en achevant la réforme des subventions des pêcheries à l'OMC. Cette formulation va au-delà du mandat sur les subventions des pêcheries convenues Doha, qui donne simplement pour instruction aux Membres de l'OMC d'entamer des négociations dans le « but de clarifier et d'améliorer les disciplines de l'OMC concernant les subventions des pêcheries ». Ces négociations sont actuellement en cours dans le Groupe de négociation sur les règles.

Relations AEM-OMC

Le texte sur les relations entre la Convention sur la diversité biologique (CDB) et les règles de l'OMC a déjà été convenu au Comité préparatoire IV de Bali, au cours duquel les délégués s'étaient mis d'accord sur « le renforcement de la synergie et du soutien mutuel » entre la CDB et les accords touchant au commerce et aux droits de propriété intellectuelle. Concernant les relations entre le système commercial multilatéral et les accords environnementaux multilatéraux (AEM), plus généralement, le Plan de mise en œuvre renvoie à la promotion du « soutien mutuel » (para. 92).

Tout en ne préconisant pas de manière explicite que les mesures commerciales prises dans le cadre des AEM soient supposées compatibles avec les règles de l'OMC, comme l'exigeaient de nombreux groupes de la société civile, dans la période menant au Sommet, le Plan reconnaît « l'importance que revêt le maintien de l'intégrité des deux ensembles d'instruments » (c'est-à-dire les AEM et le système commercial multilatéral). Un observateur a noté que

cette formulation constituait une sauvegarde importante pour l'intégrité des AEM dans les négociations en cours à l'OMC sur la clarification des relations AEM-OMC, en plus de la sauvegarde pour les règles de l'OMC déjà comprise dans la Déclaration ministérielle de Doha qui stipule que les négociations « ne rehausseront ni ne réduiront les droits et obligations des Membres dans le cadre des accords de l'OMC existants » (para. 31 de la Déclaration ministérielle de Doha).

La Coalition Eco Equity des ONG, notamment WWF, Consumers International, Danish 92 Group, Greenpeace, Oxfam International, Friends of the Earth International et ANPED, ont vivement critiqué le paragraphe 92, qui spécifie que la promotion du soutien mutuel devait être « en appui au programme de travail convenu à travers l'OMC », ce qui, selon eux, assurait un renforcement timide du mandat de Doha sérieusement déséquilibré de l'OMC ». D'autres ont toutefois noté que l'expression « en appui à » pouvait également être interprétée plus largement comme laissant un espace pour une action différente, ou allant au-delà, de Doha, mais aussi comme invitant d'autres institutions à promouvoir le soutien mutuel dans leurs programmes de travail.

Biens et services environnementaux

Le Plan appelle les pays à appuyer la création et l'expansion des marchés nationaux et internationaux « pour des biens et services soucieux de l'environnement, notamment des produits organiques ». Certains ont noté que ce paragraphe pourrait présenter un intérêt pour les négociations en cours à l'OMC sur la « réduction, ou le cas échéant, la suppression des obstacles tarifaires et non tarifaires aux biens et services environnementaux », en particulier en tant qu'apport pour déterminer l'interprétation à donner aux biens et services environnementaux afin d'y inclure les produits organiques. Ils ont toutefois reconnu qu'il restait encore à débattre de la question de savoir si « soucieux de l'environnement » pouvait être assimilé à « environnemental ». En outre, cet appel pourrait servir, lors des pourparlers à l'OMC, comme moyen de pression pour introduire des critères fondés sur les procédés et méthodes de

production (PMP) dans la définition des « biens et services environnementaux ». Des observateurs ont noté positivement l'approche fondée sur les incitations, plutôt que sur les sanctions, mise en évidence sur cette question.

Assistance technique

Tant la section sur la mondialisation (V) que celle sur la mise en œuvre (IX) contiennent diverses références à l'assistance technique dans le contexte du commerce, notamment pour l'examen des relations entre le commerce, l'environnement et le développement ; pour la participation pleine et effective des pays en développement dans les négociations commerciales ; pour la diversification économique, la gestion durable des ressources et pour prendre en compte l'instabilité des prix des produits de base et la détérioration des termes de l'échange. Si ces dispositions sont susceptibles d'avoir un impact sur la conception des programmes d'assistance technique par les différentes agences, une source des milieux du commerce a souligné qu'il revenait aux Membres de l'OMC d'interpréter le texte dans leur demande d'assistance technique, plutôt qu'au Secrétariat de l'OMC.

Régime international de partage des avantages

Dans ce que certains ont qualifié de seul résultat concret du Sommet, autre que les partenariats, le Plan appelle les pays à « négocier, dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique, en gardant à l'esprit les Directives de Bonn, un régime international pour promouvoir et préserver le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques ». L'instrument négocié – qu'il s'agisse d'un Protocole juridiquement contraignant ou de Directives volontaires – s'appuiera sur les Directives de Bonn qui fournissent une orientation aux Parties dans le développement de régimes d'accès et de partage des avantages au niveau national. Les implications de cette disposition seront débattues lors de la prochaine réunion de Bureau de la CDB, fin septembre et il est probable qu'elles seront également posées lors de la 7^{ème} Conférence des Parties à la CDB en 2004. On s'attend à ce que la

disposition accélère la mise en œuvre des Directives de Bonn afin d'acquérir une expérience qui peut par la suite être extrapolée au niveau international. Alors que la plupart estiment qu'il revient à la Conférence des Parties de décider du point de savoir si le régime qui en résultera sera juridiquement contraignant ou volontaire, les Etats-Unis ont déclaré, dans leur discours lors de la séance plénière, qu'ils interprétaient la décision de supprimer l'expression « juridiquement contraignant » du texte comme signifiant que le régime serait volontaire.

Le sommet de Johannesburg : un texte creux et des accords fragmentaires sur l'eau, l'énergie, l'agriculture, la santé, la biodiversité...

Le plus grand sommet de l'histoire n'a pas tenu toutes ses promesses. Alors que les pays en développement, ceux d'Afrique en particulier, s'attendaient à voir la déclaration finale et surtout le plan d'action comporter des engagements datés et chiffrés sur la pauvreté, l'eau, l'énergie, la santé ou la biodiversité, les Etats réunis à Johannesburg du 26 août au 4 septembre 2002 se sont limités à un consensus riche en objectifs généraux, mais vague dans sa formulation et non contraignant quant à ses modalités de mise en œuvre. Le présent article passe en revue les principaux points ressortant de la Conférence dans les domaines essentiels pour l'Afrique.

Eau et assainissement

D'ici 2015, les Etats se proposent de réduire de moitié les 1,1 milliard d'humains privés d'eau potable et les 2,4 milliards d'humains sans services sanitaires. Ces personnes devraient donc pouvoir compter sur ces services de base. L'objectif de l'assainissement des eaux usées a été ajouté en cours de route. Cette vœu est considéré ici comme le principal acquis du sommet, en dépit du fait qu'il n'est qu'une reprise, sous une autre ombrelle, d'un engagement déjà pris dans la déclaration du « millénium » et plus récemment dans le « consensus de Monterrey ».

Energies renouvelables

Le plan d'action prévoit un relèvement de la part des énergies renouvelables dans le bilan énergétique de la planète. Mais les États-Unis et leurs alliés comme le Canada, soudés au cartel de l'OPEP et appuyés par plusieurs pays du G-77, ont empêché de définir objectifs et échéanciers dans ce dossier, en échange, d'un accord général sur l'eau, et ce, malgré l'insistance de l'Europe, qui entend désormais créer une coalition internationale des pays utilisateurs d'énergie véritablement verte, ce qui exclut l'hydroélectricité et l'utilisation de la biomasse. Le Mexique, cinquième producteur mondial de pétrole, a annoncé son intention de rejoindre ce club des énergies nouvelles renouvelables. Ainsi, en lieu et place de l'engagement initiale de l'UE pour un accroissement de la part des énergies renouvelables de 15% d'ici 2010, les pays se sont contentés d'une « engagement » à « accroître substantiellement la part des énergies renouvelables »

Agriculture

Le plan d'action définit les conditions qui rendront l'agriculture plus efficace pour satisfaire les énormes besoins prévisibles. Mais l'agriculture productiviste n'a pas été fermement décriée malgré la pollution qu'elle occasionne avec les engrais et les pesticides. L'enjeu pour les pays en développement consistait avant tout à obtenir un accès pour leurs produits sur les marchés des pays riches jusqu'ici entravées par une série d'obstacles tarifaires et non- tarifaires (voir ci-dessus).

Santé

En matière de santé, tous se sont entendus pour lutter contre la pandémie du sida, la malaria et autres maladies tropicales, en plus de s'entendre pour relever la qualité et l'accès aux services de santé dans les pays démunis. Deux objectifs chiffrés ont cependant été retenus, soit la réduction d'ici 2015 des deux tiers du taux de mortalité chez les moins de cinq ans et celle des trois quarts du taux de mortalité des femmes au moment de l'accouchement. Cet engagement également n'est

pas nouvelles mais sa traduction en acte se fait encore attendre.

Biodiversité

Pour la biodiversité, les Etats ont retenu de «maintenir ou rétablir aux niveaux permettant une exploitation maximale soutenable les stocks de poissons en déclin de façon urgente et là où c'est possible au plus tard d'ici 2015». De plus, il a été convenu de réaliser d'ici 2010 une «réduction significative du taux actuel de perte de la diversité biologique».

A l'issu du sommet, cette position de Steve Sawyer, porte-parole de Greenpeace en matière de changements climatiques semble refléter une bonne partie des opinions exprimées dans la société civile : « Les gouvernements ont failli à la tâche a-t-il dit, en raison de l'imprécision de leurs engagements et parce qu'ils ont évité ceux qui auraient pu porter vraiment à conséquence, notamment en précisant davantage les règles d'imputabilité applicables aux grandes entreprises qui, dans beaucoup de cas, prendront le relais des institutions publiques dans le jeu prévisible des privatisations. Les États-Unis, a-t-il ajouté, sont responsables de l'échec des pourparlers sur la détermination d'objectifs pour les énergies renouvelables et ont fait office «de plus bas dénominateur dans la plupart des dossiers. »

NOUVELLES DE L'OMC

ORD : Une série de propositions pour renforcer l'efficacité et la transparence du mécanisme de règlement des différends

Le système de règlement des différends de l'OMC est présenté comme l'un des acquis majeurs de la nouvelle Organisation. Quasi-juridictionnel, il garantit tant bien que mal le respect des accords commerciaux de Marrakech. Le Mémoire

d'Accord sur le règlement des différends devait être réexaminé au 1er janvier 1999. L'Organe de règlement des différends (ORD) a commencé ce réexamen en 1997. L'échéance a été reportée au 31 juillet 1999 mais il n'a pas été possible de parvenir à un accord. La Déclaration de Doha prescrit des négociations dans le but de conclure un accord pour mai 2003. La déclaration indique cependant clairement (paragraphe 47) que les négociations relatives au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends ne feront pas partie de l'engagement unique. Elles ne seront donc pas liées au succès ou à l'échec des autres négociations prescrites par la déclaration.

L'expérience acquise du système de règlement des différends de l'OMC depuis 1995 a révélé certaines lacunes. C'est ce que s'efforcent de rétablir certains Membres à travers des propositions soumises à l'Organe de Règlement des Différends (ORD). Parmi celles-ci, deux propositions récentes soumises par les Etats Unis et le Costa Rica abordent respectivement la question de la transparence et des droits des tierces parties.

Transparence externe

Globalement, les Etats Unis estiment que puisque les recommandations et décisions de l'ORD peuvent affecter de larges secteurs de la société civile qui n'a aucun moyen de suivre le processus interne de décision, il n'y a aucune raison pour que le contentieux à l'OMC ne soit pas ouvert au public comme c'est le cas de certaines juridictions comme la cour internationale de justice ou le tribunal international du droit de la mer. La mise en œuvre des décisions et recommandations de l'ORD peut être facilitée si ceux qui sont appelés à contribuer à la mise en œuvre au niveau national ont la conviction que ces actes sont le résultat d'un processus équitable et adéquat.

La proposition américaine (TN/DS/W/13) vise une ouverture des réunions de fond avec les parties au public, dans le cadre des procédures de Groupe spécial, de l'Organe d'appel et d'arbitrage ; un accès en temps voulu aux communications des parties dans leurs versions écrites et orales ; un accès en temps voulu aux rapports finaux des

panels avec une innovation de taille : les délais applicables prévus par le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends ne commenceraient à courir qu'à partir de la distribution des documents au public.

Faciliter l'accès au système de règlement des différends : plus de droit pour les tierces parties

Au delà de la question de la transparence, l'un des problèmes majeurs du système de règlement des différends tient au fait que les PED ont souvent des difficultés à y recourir. Les procédures sont onéreuses et exigent de réelles capacités en terme d'expertise légale. Face à cette situation, certains pays en développement contournent la difficulté en ayant recours à la procédure de l'article 10 du Mémorandum d'Accord relatif à la participation des tierces parties à un contentieux. Cet article dispose en son paragraphe 1 que « les intérêts des parties à un différend et ceux des autres Membres dans le cadre d'un accord visé invoqué dans le différend seront pleinement pris en compte dans la procédure des groupes spéciaux ». Le paragraphe 2 élargit les droits accordés à la tierce partie en précisant que celle-ci « aura la possibilité de se faire entendre par le groupe spécial et de lui présenter des communications écrites ».

L'avantage majeur de cette procédure est de conférer à un Membre la substance des droits liés au contentieux, tout en ne faisant pas de lui une partie litigante. Pour un pays à faible expertise technique et aux ressources financières limitées, la qualité de tierce partie permet de s'abriter derrière un Membre plus nanti, pour défendre un intérêt crucial partagé.

Cette préoccupation des PED se cristallise dans la proposition du Costa Rica (TN/DS/W/12). Elle propose que tous les droits accordés aux parties aux différends soient étendus aux tierces parties. Il est ainsi dénié, dans la phase de consultations prévue par l'article 4, au Membre à qui la demande de consultations est adressée, le droit de refuser la participation de la tierce partie à la consultation, contrairement à ce qui est prévu maintenant. La proposition vise aussi à ce que le groupe spécial et l'organe d'appel prennent dûment en

considération les arguments présentés par les tierces parties, au lieu de faire simplement état de leurs positions dans la section descriptive du rapport.

En outre, la procédure devrait être révisée de façon à permettre aux tierces parties d'accéder à toutes les communications et autres informations présentées tant par les parties aux différends que les autres tierces parties ; étendre leur droit à l'assistance à la première réunion de fond et à toutes les réunions postérieures du groupe spécial et de l'organe d'appel ; à les autoriser à présenter des observations durant la phase de réexamen intérimaire.

Agriculture : les divergences sur les préoccupations autres que d'ordre commercial jettent une ombre sur les premiers progrès dans les pourparlers sur l'accès aux marchés

Les Membres de l'OMC se sont réunis la semaine dernière, du 2 au 6 septembre, au Comité de l'agriculture, pour poursuivre les pourparlers sur l'accès aux marchés, ainsi que pour préparer la session spéciale (de négociation) sur le soutien interne, devant se tenir à la fin de ce mois. Lisant son résumé lors de la réunion formelle du 6 septembre, le Président de la session de négociation du Comité de l'agriculture, Stuart Habinson, a déclaré que les quatre derniers jours de négociations informelles avaient fourni beaucoup plus de détails, mais a également averti que « en raison du manque de spécificité dans certains domaines », il pourrait ne pas être en mesure de rédiger les règles générales ('modalités') en vue d'une libéralisation accrue du commerce des produits agricoles, comme prévu, d'ici fin février de l'année prochaine. Ses inquiétudes ont peut-être été alimentées davantage par le fait que des partenaires commerciaux, la CE et la Suisse, ont indiqué qu'ils n'interviendraient dans les pourparlers sur l'agriculture que si des « progrès suffisants » étaient faits sur des questions fortement litigieuses, telles que le

principe de précaution, l'étiquetage obligatoire et l'élargissement de la protection des indications géographiques. Ces sujets sont actuellement en cours de discussion dans des enceintes de l'OMC en dehors du Comité de l'agriculture, mais la CE et d'autres considèrent que ces domaines sont liés aux préoccupations agricoles autres que d'ordre commercial.

Accès aux marchés

Suite aux « consultations d'intersession » des 29-30 juillet sur certaines questions d'accès aux marchés, les Membres se sont tournés, lors de la session spéciale informelle des 2-3 juillet, vers les sujets suivants : sauvegarde agricole spéciale ; entreprises commerciales étatiques ; et « autres questions d'accès aux marchés ». Concernant la sauvegarde agricole spéciale [un mécanisme spécial qui protège certains pays – essentiellement développés – des poussées soudaines des importations de certains produits agricoles], de nombreux pays en développement ont indiqué qu'ils souhaitaient être en mesure également de recourir à la sauvegarde agricole spéciale. Le Groupe de Cairns, tout en réitérant son appel à l'élimination de la sauvegarde agricole spéciale pour les pays développés, a déclaré qu'il serait d'accord pour une nouvelle sauvegarde en faveur des pays en développement dans des conditions convenues. Selon des sources dans les milieux du commerce, d'autres Membres ont également fait montre d'une certaine « sympathie pour cet appel ». Pour leur part, le Japon, la Corée et la Suisse ont proposé une nouvelle sauvegarde additionnelle pour les produits périssables et saisonniers, une proposition clairement rejetée par des Membres tels que ceux du Groupe de Cairns.

Les Philippines ont notamment déposé une proposition intéressante visant à lier les réductions tarifaires aux réductions des subventions à l'exportation et du soutien interne, ainsi qu'à mettre en place un « mécanisme sensible qui sanctionne la persistance du soutien qui fausse les échanges ». Développant une approche en deux étapes des réductions tarifaires, les Philippines ont suggéré de ramener les crêtes tarifaires et la progressivité des droits à un niveau harmonisé

durant la phase initiale de trois ans, avec des réductions additionnelles de ce niveau durant la seconde période de trois ans. Toutefois, les pays en développement ne devraient être tenus d'entrer dans la seconde phase qu'au cas où tous les pays développés auraient éliminé les subventions aux exportations et « réduit de manière substantielle leur soutien qui fausse la production et les échanges ». S'écartant d'une proposition relative à une mesure compensatoire spéciale et différenciée, déposée en octobre dernier, les Philippines ont en outre présenté une formule détaillée pour mettre à la disposition des pays en développement importateurs des droits de douane additionnels sur des produits exportés de pays qui prévoient « des mesures de concurrence à l'exportation et de soutien interne qui faussent les échanges » sur de tels produits. Un délégué d'un pays développé non-Membre du Groupe de Cairns a favorablement accueilli la proposition philippine, qu'il a qualifiée de contribution très utile aux négociations.

Préoccupations autres que d'ordre commercial

De plus, dans les discussions sur l'accès aux marchés, la CE et la Suisse – reconnaissant tous deux que tous les Membres de l'OMC ont des préoccupations autres que d'ordre commercial légitimes – ont indiqué que des préoccupations telles que la sécurité sanitaire des aliments, et l'information des consommateurs, devaient être dûment prises en compte dans les pourparlers en cours sur les modalités, et que, selon la Suisse « seul un résultat minimal semble réalisable dans les négociations agricoles » si les Membres n'étaient pas en mesure de se mettre d'accord sur certaines questions actuellement débattues au Comité SPS, au Comité des obstacles techniques au commerce, ainsi qu'au Conseil des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) de l'OMC.

Se penchant sur la sécurité sanitaire des aliments, la CE a déclaré qu'elle souhaiterait une interprétation de l'Accord sur l'agriculture pour permettre le recours à des mesures de précaution, au lieu de rechercher un amendement de l'Accord SPS, ou de simplement recourir aux décisions sur les différends prenant en compte la précaution. La

CE a donc suggéré que les négociations agricoles servent à clarifier dans quelles circonstances des mesures de précaution pourraient être imposées. Des pays tels que la Norvège, la Corée et le Japon ont appuyé cette proposition, alors que d'autres tels que les Etats-Unis, les membres du Groupe de Cairns et la Chine déclaraient que la précaution était une question SPS. La CE, la Norvège et le Japon ont en outre déclaré que l'étiquetage obligatoire devait être autorisé au titre des règles de l'OMC car il était nécessaire pour fournir l'information aux consommateurs et pour couvrir des questions telles que les méthodes de production [par exemple, les produits « organiques »] et le traçage des produits. Les Etats-Unis, la Chine et le Groupe de Cairns ont toutefois insisté sur le fait que l'étiquetage devait être débattu au Comité des obstacles techniques au commerce. Il a également été signalé que la CE avait appelé à la négociation de l'extension du niveau de protection des indications géographiques dans les pourparlers agricoles afin d'inclure, dans l'Accord sur l'agriculture, un indice de protection additionnelle des indications géographiques agricoles. Toutefois, tout en convenant que la « question comporte également une dimension accès aux marchés », la Suisse a indiqué qu'elle préférerait laisser le sujet au Conseil des ADPIC, du moment que des progrès y étaient réalisés ». La Norvège, le Japon et la Corée, tous « Amis de la multifonctionnalité », sont restés silencieux sur la question des indications géographiques, alors que l'on signalait que la Thaïlande et la Bolivie, Membres du Groupe de Cairns, avaient également manifesté un certain appui à l'extension de la protection des indications géographiques. Ils ont néanmoins convenu avec la Suisse que ceci devait plutôt être traité au Conseil des ADPIC.

Soutien interne

Lors de la réunion « d'intersession » sur le soutien interne, des 4-5 septembre, les Membres ont commencé à échanger leurs points de vue sur les cinq points identifiés par le Président dans le domaine du soutien interne, c'est-à-dire la Catégorie verte, l'article 6.2 [Catégorie dite du traitement spécial et différencié], la catégorie bleue, la Catégorie ambre et « d'autres questions

de soutien interne ». Abordant essentiellement la Catégorie verte, les Membres ont débattu entre autres du point de savoir si les critères d'éligibilité de la Catégorie devaient être révisés et s'il était nécessaire d'établir un niveau maximum des dépenses de chaque Membre au titre de la Catégorie verte. Si des Membres tels que la Chine et les Philippines ont appuyé l'idée d'un plafonnement de la Catégorie, la CE, la Suisse et le Japon ont suggéré l'élargissement de la Catégorie verte en vue d'une meilleure prise en compte d'objectifs autres que d'ordre commercial tels que le bien-être des animaux et le développement rural. Un délégué européen a néanmoins souligné qu'il y avait un consensus général entre les Membres sur le fait que « la Catégorie verte reste verte ». Quant à la Thaïlande, Membre du Groupe de Cairns, elle a proposé de réviser la prescription générale de la Catégorie selon laquelle les mesures imposées au titre de la Catégorie verte « n'ayant pas d'effets de distorsion, ou ayant des effets de distorsion minimale sur les échanges » en supprimant le passage « ou ayant des effets de distorsion minimale ». Une source d'un pays développé a toutefois indiqué qu'il considérait peu probable que le langage sur les effets de distorsion sur les échanges dans les dispositions de la Catégorie verte soit modifié lors des pourparlers agricoles actuels.

Les discussions sur le soutien interne se poursuivront lors de la session spéciale à venir, devant se tenir les 23-25 septembre (informelle) et 27 septembre (formelle). Une réunion de mi-novembre donnera aux Membres l'occasion de prendre en compte les questions touchant les trois piliers. Lors de ces sessions ordinaires, les Membres sont tenus de traduire leurs propositions déposées durant les phases une (2000-2001) et deux (2001-2002) en langage juridique et technique applicable aux modalités. L'article 14 de la Déclaration de Doha prévoit que les modalités de négociation doivent être établies d'ici le 31 mars 2003.

OMC : Le nouveau Directeur Général entre en fonction

Le nouveau Directeur Général de l'OMC, Dr Supachai Panitchpakdi est entré en fonction le 1^{er} septembre dernier en remplacement de Mr. Mike Moore qui est arrivé au terme de son mandat de 3 ans. Dr Supachai est le premier Directeur Général de l'OMC issu d'un pays en développement. A sa première conférence de presse tenue lundi 2 septembre à Genève, il a déclaré : *« l'une des questions les plus urgentes que je compte traiter est que nous puissions entrer dans une phase de négociations substantielles aussi vite, aussi intensément et de manière aussi productive que possible »*.

Sensible aux critiques adressées à toutes les institutions internationales d'une trop grande opacité de fonctionnement, le nouveau Directeur Général a défini les chantiers qu'il comptait mettre en route au cours de ses trois années de mandat. Ceux-ci vont d'une plus grande transparence dans les prises de décision de l'Organisation à l'amélioration du système légal de l'OMC pour favoriser le règlement à l'amiable des conflits commerciaux qui se multiplient. Enfin, il entend promouvoir l'assistance technique pour les pays les plus pauvres et a suggéré l'idée d'une présence de l'OMC en Afrique, de manière à limiter les coûts des voyages et des missions.

Nomination des directeurs généraux adjoints

Dès le 16 août M. Supachai Panitchpakdi avait annoncé le nom des quatre personnes qui seront ses Directeurs généraux adjoints pour trois ans à partir du 1^{er} octobre 2002. Après avoir consulté les gouvernements des pays Membres de l'OMC, M. Supachai a choisi les adjoints suivants: MM. Roderick Abbott (Grande Bretagne), Kipkorir Aly Azad Rana (Kenya), Francisco Thompson-Flôres (Brésil) et Rufus H. Yerxa (USA).

M. Supachai a déclaré qu'il espère que ses nouveaux adjoints pourront commencer à se familiariser avec leur travail en septembre au côté des actuels Directeurs Généraux adjoints, de façon

à assurer la transition. Les Directeurs Généraux adjoints, dont le mandat expire le 30 septembre 2002, sont MM. Ablassé Ouedraogo, Paul-Henri Ravier, Miguel Rodriguez Mendoza et Andrew Stoler.

Certaines voix se sont élevées pour signaler que la composition des Directeurs Généraux adjoints rompt l'équilibre géographique et économique en vigueur durant le mandat de Mike Moore. En effet, la nouvelle composition ne contient pas de représentant des PMA et aucun francophone n'y figure. Certains observateurs craignent que L'OMC ne redevienne une institution estampillée anglo-saxonne à l'instar de ce qu'a été le GATT pendant longtemps.

Par ailleurs, la nomination de Mr. Stuart Harbinson comme chef de cabinet du Directeur Général n'a pas manqué de soulever des critiques. Mr. Harbinson est au moment de sa nomination le président du Comité sur l'agriculture, poste dont il n'avait pas démissionné aux dernières nouvelles. Il existe donc un cumul de fait qui a été dénoncé à travers une lettre ouverte de la société civile au Directeur Général
<http://www.focusweb.org/publications/2002/harbinson-openletter.html>

Première rencontre avec les ACP

M. Jean-Robe Goulongana, Secrétaire Général du Groupe ACP a rencontré le mardi 10 septembre 2002 à Genève, le nouveau Directeur Général de l'OMC, Dr Supachai Panitchpakdi. Au cours de cette rencontre, la première entre eux, les deux responsables ont convenu du renforcement des relations entre leurs deux institutions notamment par la conclusion prochaine d'un Mémoire de Coopération

Le Directeur Général de l'OMC s'est engagé à prendre en compte les préoccupations des ACP en termes de renforcement des capacités. Il a indiqué que son organisation apportera aux pays en développement en général et au Groupe ACP en particulier son aide à travers : la formation sur les politiques commerciales de l'OMC ; un nouveau programme de bourses qui démarrera en janvier

2003 ; l'ouverture d'un Bureau pour l'Afrique ; la mise à disposition des pays ACP de ressources substantielles pour la préparation des négociations commerciales et la 5^e Conférence Ministérielle de Cancun.

En outre, Dr Supachai a indiqué que son Secrétariat apporterait son assistance au Groupe ACP pour les négociations d'Accords de Partenariat Economique ACP-UE compatibles avec les règles de l'OMC sur les Accords Commerciaux Régionaux.

SUR LE FIL

Conseil des ADPIC : divergences de points de vue sur l'existence d'un conflit entre l'Accord ADPIC et la Convention sur la Diversité Biologique (CDB)

Le secrétariat de l'OMC a publié en date 8 août 2002 une note relative à la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la Diversité Biologique. Cette publication s'inscrit dans le cadre d'un mandat confié par les Membres au Conseil des ADPIC et tendant, entre autres choses, à ce qu'il soit établi des notes succinctes, périodiquement, sur les rapports entre les deux accords.

Malgré les débats importants dont il a déjà fait l'objet, le rapport entre l'accord ADPIC et la Convention sur la diversité biologique n'a pas connu d'issue mutuellement acceptable pour les différents protagonistes. La note du secrétariat de l'OMC est articulée autour des questions qui ont été soulevées plutôt que des positions prises par les différents Membres. Elle se garde d'évaluer ou d'émettre des jugements de valeur sur les arguments avancés.

L'existence d'un conflit inhérent entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB

Cette position est celle défendue par le Groupe africain. Le principal conflit évoqué est que la CDB établit la souveraineté d'un pays sur ses ressources biologiques, tandis que l'accord relatif aux ADPIC admet la brevetabilité de ces ressources. L'Accord relatif aux ADPIC révoquerait de ce fait les droits accordés par la CDB. En admettant que certains matériels génétiques soient brevetables, il permet l'appropriation de ces ressources génétiques par des parties privées d'une manière qui est incompatible avec les droits souverains des pays sur leurs ressources génétiques prévues dans la CDB (Kenya au nom du Groupe africain, IP/C/W/163). La souveraineté nationale signifie que les pays ont le droit d'interdire les DPI sur le vivant (les ressources biologiques). Les ADPIC ignorent ce droit en exigeant la mise en place de DPI sur les micro-organismes, les procédés non-biologiques et microbiologiques, et de brevets et/ou d'une protection sui generis sur les variétés végétales.

Les Membres qui défendent ce point de vue ont suggéré qu'à défaut de modifier l'article 27.3.3b dans le sens d'une non brevetabilité du vivant, il devrait être exclues de la brevetabilité, au moins, les inventions fondées sur les connaissances traditionnelles ou autochtones et les produits et procédés essentiellement dérivés de telles connaissances (Inde, IP/C/M/25, paragraphe 70).

L'inexistence d'un conflit entre l'Accord ADPIC et la Convention sur la Diversité Biologique

Cette position est défendue principalement par les Communautés Européennes, les Etats Unis, le Japon et la Norvège. Ils estiment que les deux accords ont des objets et des buts différents. La convention reconnaît et soutient explicitement la "*protection adéquate et effective*" des droits de propriété intellectuelle (article 16.2). Cette dernière a été explicitement conçue de manière à éviter tout conflit avec un autre instrument majeur traitant de

la protection de la propriété intellectuelle, à savoir l'accord relatif aux ADPIC, alors en projet.

Au titre de l'accord relatif aux ADPIC, les membres de l'OMC peuvent refuser de délivrer de brevets à des inventions dans le but de protéger l'ordre public ou la moralité (ce qui inclut les inventions portant atteinte à l'environnement). Les objections soulevées doivent cependant être suffisamment graves pour qu'il soit nécessaire d'empêcher l'exploitation commerciale de ces inventions sur le territoire de l'État concerné. L'article 27.3 autorise en outre des exceptions pour les végétaux, les animaux et les procédés essentiellement biologiques.

Ainsi donc, l'octroi de brevets pour des inventions faisant appel à du matériel génétique n'empêche pas la conformité avec les dispositions de la CDB concernant le droit souverain des pays sur leurs ressources génétiques, le consentement préalable en connaissance de cause et le partage des avantages (CE, IP/CW/254, IP/C/M/30, paragraphe 143). En outre, et comme le note la délégation américaine, aucun exemple précis de conflit entre les deux accords n'a été donné (Etats-Unis, IP/C/WW/162, IP/C/M/29, paragraphe 181). En conclusion, ceux qui défendent cette position pensent qu'il n'est pas nécessaire de modifier l'un des accords pour tenir compte de la mise en œuvre de l'autre et que la mise en œuvre de chacun d'eux devait se faire dans des cadres séparés.

La position médiane: pas de conflits, mais des interactions entre les deux accords

Selon les défenseurs de cette position, il faut une action internationale renforcée pour faire en sorte que les deux accords soient mis en œuvre de façon complémentaire, et il a été dit qu'il y avait un chevauchement considérable entre les sujets dont traitent les deux accords (notamment Australie, IP/C/W/310). D'autres défenseurs de ce point de vue ont dit qu'il y avait un risque de conflit selon la façon dont les accords étaient mis en œuvre aux niveaux international et national (notamment Brésil, IP/C/M/29, paragraphe 146 et 148) ; et que plutôt d'examiner s'il y avait un risque de conflit, il était préférable d'examiner comment l'Accord

sur les ADPIC pouvait être mis en œuvre d'une manière qui appuie la CDB (Chine, IP/C/M/35, paragraphe 248).

Le problème de la primauté entre les deux accords

L'Accord sur les ADPIC et la Convention sur Diversité Biologique engendrent des obligations conventionnelles pour les Etats qui les ont signé. Si le conflit d'interprétation persiste, quelles seraient les obligations conventionnelles prioritaires des signataires ? Deux positions se font face : les tenants de la primauté de l'Accord ADPIC sur la Convention et ceux qui estiment que les deux accords internationaux ont une valeur juridique égale.

Pour les premiers, s'il était établi que l'une ou l'autre des dispositions de la CDB et de l'accord relatif aux ADPIC étaient en conflit, ce serait l'accord relatif aux ADPIC qui prévaudrait dans les Etats parties aux deux traités. Pourquoi ? Parce qu'en vertu de la convention de Vienne sur le droit des traités, l'accord qui prévaut est celui qui est le plus récent ou le plus clair et le plus précis sur la question. Au surplus et compte tenu du nombre important de pays qui ont signé les deux instruments, des incompatibilités majeures ne paraissent pas plausibles. En cas de doute, n'est-il pas possible d'interpréter ces accords (le cas échéant) de manière à ce qu'ils soient tous les deux effectifs ? Il y a, à tout le moins, une présomption que les deux conventions sont applicables sans contradiction, et c'est à ceux qui le réfutent que revient la charge de prouver leurs allégations.

Pour les seconds, tous les États Membres de la Convention et de l'Accord sur les ADPIC sont confrontés à un problème inévitable. Les deux traités ont valeur légale et ont une valeur juridique obligatoire égale pour les signataires, mais leurs obligations entraînent les pays dans des directions diamétralement opposées. Un pays se proposant en toute bonne foi de mettre en œuvre des droits des communautés, et se servant du cadre défini par la Convention pour instaurer ces droits aurait toutes les chances de se trouver en porte-à-faux avec l'Accord sur les ADPIC. Ils concluent que si la

Convention doit être mise en œuvre dans l'intérêt de la survie et du bien-être de l'humanité, il urge de reconnaître la primauté de la CDB sur l'OMC dans le domaine de la biodiversité et des systèmes de savoirs traditionnels.

L'Internet comme outil de négociation : la délégation sénégalaise à Johannesburg appuyée par une « Task Force » basée à Dakar

La délégation sénégalaise au Sommet mondiale du développement durable qui s'est tenue à Johannesburg du 26 août au 4 septembre derniers a bénéficié de l'appui d'un groupe d'experts et spécialistes nationaux réunis au sein d'une « task force » basée à Dakar.

Dans une salle équipée pour la circonstance d'une vingtaine d'ordinateurs de la dernière génération connectés à Internet et d'un écran géant, des conférences qui se tenaient à Johannesburg ont été suivies en direct ou en léger différé par un public très hétérogène composé d'experts gouvernementaux et non gouvernementaux, d'acteurs de la société civile, d'étudiants, de professionnels des médias et de la communication et de simples usagers.

Le constat à la base de cette expérience inédite initiée par Lead Afrique francophone, un programme conjoint d'Enda Tiers Monde et Lead International, est qu'à la différence des pays développés, beaucoup de pays africains n'ont pas réussi à avoir un poids déterminant dans les négociations multilatérales faute de délégation averties et bien préparées. Il s'agissait donc, pour les organisateurs de créer les conditions techniques pouvant permettre à la délégation sénégalaise à Johannesburg d'être reliée à des experts nationaux regroupés au sein d'une "task-force" et qui répondront à temps réel à leurs demandes d'information ou d'obtenir des avis sur des questions à l'ordre du jour des négociations, en utilisant les nouvelles technologies de

l'information et de la communication (relais satellitaires et connections sur le web.)

Ce dispositif d'appui à la délégation sénégalaise à Johannesburg est constitué essentiellement d'un groupe pluridisciplinaire d'experts de haut niveau au faite des enjeux du Sommet et des techniques de négociations des traités internationaux avec un coordinateur principal dont la tâche est d'assurer l'animation des discussions de la « task force » et d'évaluer la pertinence des propositions et leur fonctionnalité avant de les remonter vers la délégation.

Selon M. Oussouby Touré, expert sénégalais ayant participé au processus préparatoire du sommet de Johannesburg et consultant associé à la « task force », « il y a eu durant tout le Sommet sur le développement durable des séances de retransmissions en direct des sessions de négociations. Elles étaient suivies par la « task force » et par les autres personnes-ressources pouvant suivre l'évolution des débats, tout au moins ceux qui étaient menées durant les plénières prévues dans l'agenda officiel du Sommet. Sur cette base, nous engageons à notre niveau une profonde réflexion toutes les après-midi. Vers 17 heures, grâce aux connections quotidiennes avec Johannesburg, la « task force » et la délégation sur place procèdent aussi à des mises à niveau qui permettent à la délégation de disposer des informations essentielles dans son travail de reformulation et de prise en compte de ces éléments dans le sens des intérêts de notre pays »

A chaque réunion de la « task force » une ou plusieurs questions restées en suspens après la dernière conférence préparatoire de Bali et mises entre crochets dans le projet de plan de mise en œuvre sont examinées par les experts qui, s'appuyant sur une connaissance précise des urgences et des intérêts nationaux dans chaque domaine de négociation considéré, envoient des « inputs » facilement exploitables à la délégation et proposent des formulations qui tiennent compte des intérêts du pays.

A l'heure actuelle, même sans décliner l'expérience initiée à Dakar en terme de réussite ou d'échec, il est possible de l'apprécier simplement sous son aspect pragmatique. Ce dispositif a permis d'accroître la performance des mécanismes de négociation de la délégation sénégalaise à Johannesburg en renforçant sa capacité de réflexion, de formulation et de proposition.

EVENEMENTS

Evènements de l'OMC

16 septembre, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement, session spéciale

17 – 18 septembre, OMC, Genève, Conseil des ADPIC, WTO /AIR/ 1868

20 septembre, OMC, Genève, Conseil des ADPIC, session spéciale

23 – 25 septembre, OMC, Genève, Comité de l'Agriculture, session spéciale

27 septembre, OMC, Genève, Comité de l'Agriculture, session spéciale.

10 – 11 octobre, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement, session spéciale

10 octobre, OMC, Genève, Groupe de travail sur le commerce et les transferts de technologie

14 octobre, OMC, Genève, Organe de règlement des différends, session spéciale

Evènements d'ailleurs

10 – 25 septembre 2002, Rome, Italie, Réunion conjointe sur les résidus de pesticides du Groupe d'experts FAO des résidus de pesticides dans les produits alimentaires et l'environnement et du Groupe OMS d'évaluation toxicologique de base (27e session)

Pour plus d'informations, contacter: TEJADA, AMELIA, W.

<http://www.fao.org/events/index.asp>

15 – 19 septembre, Shijiazhuang, Chine, Conférence internationale sur l'agriculture durable dans les zones sèches pour le troisième millénaire. Pour plus de renseignements, contactez Catherine Vachon, Centre de recherche de Lethbridge, Agriculture and Agri-food Canada. Tel : +1-403-317-2257. Fax : +1-403-382-3156. Internet : <http://res2.agr.ca/lethbridge/hebei/confindex.htm>.

23 septembre – 1^{er} octobre, Genève, Suisse, Assemblée Générale des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OMPI. Pour plus d'informations, contacter : Tél : 41 22 338 9111 fax: 733 54 28; Email: WIPO.mail@wipo.int ; http://www.wipo.inthttp://www.wipo.org/news/en/index.html?wipo_content_frame=/news/en/conferences.html.

23 septembre, Bruxelles, Belgique, Comité ministériel commercial ACP (pré-négotiations des APE

24 – 28 septembre 2002, Montpellier, France, Colloque international sur la séquestration de carbone, l'érosion et la gestion des sols. Pour plus de renseignements, contactez Eric Roose, Institut de recherche pour le Développement, BP 5045, F34032, Montpellier, France. Tel : +33-(0)4-67-41-62-94. EMail : roose@mpl.ird.fr. Internet : <http://www.ird.fr>.

25-26 septembre, Bruxelles, Belgique, Conseil des Ministres ACP et ACP-UE (pré-négotiations APE)

27 Septembre, Bruxelles, Belgique, Ouverture des négociations ACP-UE sur de nouveaux accords de partenariat économique. Pour plus d'informations, <http://www.acpsec.org/fr/agenda/agend02f.htm>

30 septembre – 4 octobre, Bonn Allemagne, 9^{ème} session du comité intergouvernemental de négociations. Pour plus de renseignements, contactez Niek van der Graaff, FAO, secrétariat intérimaire. Tel : +39-6-5705-3401. Fax : +39-6-5705-6347. Email : Niel.VanderGraaff@fao.org. Ou contactez Jim Willis, UNEP Chemicals. Tel : +41-22-917-8111. Fax : +41-22-797-3460. Email : chemicals@unep.ch. Internet : <http://www.pic.int/>.

15 octobre – 17 octobre, Alexandrie, Egypte, Conférence internationale sur les biotechnologies et le Développement Durable. Pour plus de renseignements, contactez Ismail Serageldin, Centre international pour la recherche agronomique en zones sèches. Tel : 20-2-572-4358. Email : icarda-cairo@cgiar.org. Internet : <http://www.egyptbiotech2001.com>.

PUBLICATIONS

En Français

**DEVELOPPEMENT (II) DURABLE :
NEGOCIATIONS SANS LENDEMAIN,**
Courrier de la planète n°68, Août 2002

La coopération internationale a été le grand espoir de la fin du XXe siècle. Pourtant aujourd'hui, un nombre croissant d'acteurs doute de son intérêt comme méthode de gestion de l'ensemble des biens collectifs – et pas seulement quand elle s'applique au développement des populations les plus pauvres de la planète. Cette perception dominante de Johannesburg fait peu de cas du processus international, descendant et participatif, entamé il y a dix ans au Sommet de la Terre de Rio. Des débats et des initiatives sans précédent ont été générés, tant au niveau local, national, régional qu'international...

<http://www.solagral.org/publications/cdp/cdp68/index.htm>

L'OMPI PLUS LOIN QUE L'OMC, Document Solagral, Juillet 2002.

L'organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) travaille actuellement sur la définition d'un Traité mondial sur les brevets. Les premiers documents provisoires suggèrent un brevet tout puissant, applicable à tous les pays et selon des règles de protection identiques pour tous. Un tel Traité irait plus loin encore que l'accord ADPIC de l'OMC. Il en serait ainsi finis des domaines d'exclusion du brevet concernant les plantes et les animaux.
http://www.solagral.org/env/biodiversite/ompi_0702/index.htm

ŒUVRER ENSEMBLE POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE, OCDE, Juin 2002. Ce rapport évalue la contribution apportée par les pays de l'OCDE et rassemble les principaux enseignements qui se dégagent des importants travaux de l'OCDE sur le développement durable.
[http://oecdpublications.gfi-nb.com/cgi-](http://oecdpublications.gfi-nb.com/cgi-bin/OECDBookShop.storefront/EN/product/972002132E1)

bin/OECDBookShop.storefront/EN/product/972002132E1

BIOTECHNOLOGIE AGRICOLE POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT. Résultats d'un forum électronique, document FAO, « Recherches et Technologies » n° 8, Mai 2002.

Rapport de six conférences électroniques hébergées par le Forum électronique de la FAO sur la biotechnologie dans l'alimentation et l'agriculture. Axées sur la biotechnologie agricole dans les pays en développement, les quatre premières ont traité de la pertinence des biotechnologies actuellement disponibles sur les secteurs des cultures, de la pêche, de la foresterie et de l'élevage et les deux dernières portaient sur les conséquences de la biotechnologie agricole sur la faim et la sécurité alimentaire, ainsi que sur l'impact des droits de propriété intellectuelle
http://www.fao.org/sd/2002/KN0501_fr.htm

ADMINISTER L'ENVIRONNEMENT EN AFRIQUE : GESTION COMMUNAUTAIRE, CONSERVATION ET DEVELOPPEMENT DURABLE / sous la dir. de Daniel Compagnon et François Constantin, Paris : Karthala , Nairobi : IFRA, 2000.

LA DECLARATION DE DOHA ET L'ACCORD SUR LES ADPIC, par Severine Debons, in Itinéraires Notes et Travaux n°64, IUED, Genève, 2002

Ce travail est né d'un étonnement – celui de constater que quelque sept points d'une déclaration d'une valeur juridique incertaine peuvent modifier de manière importante l'interprétation et la mise en œuvre d'un accord commercial international. La démarche consiste à comprendre ce qui a permis ce changement. Dans un premier temps, il s'agit de rechercher une réponse par l'étude et la confrontation juridique des deux textes légaux. Cette approche aboutit au constat que l'apport juridique de la déclaration est quasi nul puisque toutes les flexibilités évoquées dans la déclaration sont présentes dans l'accord.

En Anglais

TRADE, AID AND SECURITY: ELEMENTS OF POSITIVE PARADIGM, IISD, IUCN, 2002. Ce papier explore les relations entre le commerce et les ressources naturelles d'une part et l'aide et la sécurité d'autre part. A voir à http://www.iisd.org/publications/publication_list.asp

ETHICALLY SUSTAINABLE? TRADE AND RURAL LIVELIHOODS, in ID21 issue n°73, juillet 2002. Le commerce équitable contribue-t-il à la réalisation de modes de vie durables en milieu rural ? Quelles sont les forces et faiblesses du commerce équitable ? Ce document de recherche de l'Institut des ressources naturelles de l'Université de Greenwich apporte des réponses à ces questionnements à explorer trois domaines que sont : la certification forestière, l'agriculture organique et le commerce équitable. Pour plus de plus amples informations, contacter Mick Blowfield, E-mail : yjp60@dial.pipex.com, Internet : <http://www.id21.org/society/s7bmb2g1.htm>

FINANCING FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT, de RING/IIED, 2002. Ce nouveau rapport spécifie que les discussions à la fois sur le SMDD et sur le processus du financement pour le développement révèlent une absence de réflexion novatrice sur la question du financement et sur les défis de la mondialisation. Le rapport soutient qu'il y a une crise de légitimité à laquelle sont confrontés les agences et les acteurs impliqués dans les processus de développement et présente certaines idées et approches, sur lesquelles on pourrait utilement s'appuyer dans la préparation en vue des deux Sommets. Disponible à : http://www.iied.org/pdf/wssd_ffsd.pdf

THE BUSINESS CASE FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT. Publié par World Business Council for Sustainable Development (WBCSD), octobre 2001. Dans la période menant au Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) de 2002, à Johannesburg, les membres du WBCSD présentent des points de vue sur un avenir viable. Disponible à :

<http://www.wbcsd.org/projects/wssd/business-case.pdf>

AFTER DOHA: AN IISD COMMENTARY, by Konrad Von Molker, IISD, 2002. La conférence ministérielle de l'OMC tenue à Doha du 9 au 13 novembre 2001 a mis en lumière les nouveaux défis auxquels le système commercial multilatéral devra être confronté. A travers la déclaration issue de la conférence, les représentants se sont prononcés en faveur d'un nouveau round de négociations commerciales. A l'heure actuelle, alors que les négociations sont largement entamées au sein de l'OMC et que plusieurs points demeurent controversés du fait des interprétations différenciées qu'ils autorisent, ce document de l'IISD permet de mieux saisir la profondeur des enjeux commerciaux depuis Doha. http://www.iisd.org/publications/publication_list.asp

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF. Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)